

Mondialisation capitaliste et ébranlement des droits humains

KOUAME DJANGO

Université de Bouaké

Le monde a subi des transformations si profondes qu'il est tout à fait aisé de parler de changement d'époque et même d'ère. Cette longue période de transformations historique s'est définitivement clôturée à la fin des années 80 et au début des années 90 avec la chute du mur de Berlin et la disparition de l'URSS et des régimes de l'Est européen.

Cet écroulement, bien qu'étant le fait de contradictions internes aux régimes bureaucratiques, a représenté pour le capitalisme une victoire historique lui permettant d'instaurer dans les territoires jadis perdus la pensée libérale. La disparition de ces régimes, certes bureaucratiques a eu des bouleversements considérables.

Un seul vocable explique et justifie ces transformations dans tous les champs d'activités humaines, *la mondialisation capitaliste* : « on entendra par mondialisation, la formation d'un marché mondial des biens et des capitaux, le caractère universel des technologies compétitives, la progression en direction de la constitution d'un système productif mondial, le poids politique que le système mondial exerce dans la compétition des hégémonies globales ou régionales, l'aspect culturel de l'universalisation.¹ »

L'économie, la politique, la culture, les arts, la technologie, les sciences, l'écologie, etc. sont entraînées dans cette mutation. Dans une acceptation plus large, la mondialisation « fait référence à l'existence de relation entre différentes régions du monde et à l'influence réciproque que les sociétés exercent les unes sur les autres²».

Comme conséquence, la bourgeoisie a déployé soudainement son offensive néolibérale dans le monde entier avec une agressivité sans précédent. Tout semble désormais être remis en cause ou ébranlé dans son fondement. Ce déchainement ne cesse de s'amplifier balayant les résistances les plus tenaces. Les rapports de force pour les travailleurs, sont de plus en plus dégradés. Même les hommes d'État comme le président Jacques Chirac se sont

¹ Amin (S), *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'harmattan, 1999, p. 147

² Ibidem

déclarés inquiets : « la mondialisation n'améliore pas le sort de ceux qui ont le plus besoin des bienfaits qu'elle promet.³ »

À l'ère de la mondialisation, les fondements transnationaux de la misère sont évidents. La plupart des États pauvres sont surendettés. Leur pauvreté tient aussi à l'existence de structures commerciales et financières qui entravent leur développement. Ces institutions ne contribuent pas à l'amélioration des conditions de vie des masses les plus défavorisées, puisque les politiques qu'elles « prescrivent sont des solutions certes standard mais archaïques et inadaptées et ne tiennent pas compte des effets qu'elles ont sur les habitants des pays qu'on dit les appliquer⁴ ».

Cette mondialisation, loin d'homogénéiser l'espace économique, se traduit par un renforcement du développement inégal et combiné inhérent au capitalisme. Ces phénomènes provoquent la destruction des souverainetés, des phénomènes de désindustrialisation d'ampleur et de recolonisation financière ainsi que l'exclusion pure et simple des pays et d'ensemble de pays « non compétitifs », essentiellement en Afrique.

Cette mondialisation néolibérale a pu prendre toute sa dimension. La situation déplorable des populations vivant aujourd'hui sous le « seuil de la pauvreté », leur univers de violence, les ateliers de production insalubres, l'exploitation des enfants et des femmes, notamment en Afrique, en Amérique latine et en Asie ressemblent aux conditions décrites par Marx dans *Le Capital*⁵, conditions qui prévalaient au XIXe siècle en Angleterre. Les écarts de revenus entre riches et pauvres, présentent également des similitudes avec les réalités sociales qui furent longtemps courantes pour la grande masse de populations européennes. Le chômage ou le sous-emploi, les conflits de classes sont, à bien des égards, analogues.

Dans ce mouvement de tourment où l'économisme prend le pas sur les valeurs cardinales, que devient la problématique des droits humains ?

Rien ne pourrait mieux illustrer l'ampleur de toutes ces transformations que la dimension nouvelle que prend désormais le thème de droit de l'homme, dans tous les rapports humains, à quelque échelle, individuelle ou collective, nationale ou internationale....

³ Chirac (J), « *L'économie au service de l'homme* », Discours à la conférence internationale du travail, juin 1996

⁴ Stiglitz (J.E), *La Grande Désillusion*, trad. Paul Chemla, Paris, Fayard, 2002 p. 25

⁵ Marx (K), *Le Capital*, trad. J.Roy, Paris, Garnier-Flammarion, 1969

En effet, longtemps confiné au seul univers des professionnels du droit ou de la politique, archétype du concept idéologique et donc de très peu d'intérêt pratique pour l'immense majorité des gens, la notion des droits de l'homme connaît depuis peu un retentissement spectaculaire que ne dément l'actualité mondiale la plus récente. Même si Marx le reconnaît que « l'idée des droits de l'homme n'a été inventée qu'au XVIII^e siècle⁶ ».

La question des droits humains est d'une ampleur incomparable. Elle se manifeste dans un espace beaucoup plus large que par le passé. Elle affecte à des titres divers l'humanité dans son ensemble, concernant plus directement des centaines de millions d'individus en Afrique, en Amérique latine, en Asie et en Europe orientale. Elle est indissociable d'atteinte à l'environnement qui menace la survie de l'humanité.

Notre intention est de bien saisir toute la portée des changements en cours en matière économique et d'analyser les bouleversements du contexte dans lequel les droits de l'homme sont ébranlés.

I-LA CHUTE DES RÉGIMES MARXISTES-LENINISTES ET LA DÉTÉRIORATION DES DROITS HUMAINS

Vers la fin des années 80 et le début des années 90, l'effondrement du socialisme bureaucratique va consacrer la victoire stratégique du libéralisme que ce dernier avait longtemps endigué sur le plan militaire. Ce libéralisme va désormais se déployer sans frein dans le monde entier et dans tous les domaines.

Cet état de choses va entraîner une grande homogénéisation économique, politique et idéologique du monde que d'aucuns vont caractériser comme étant le signe de *la fin de l'histoire*⁷ ou de l'émergence d'une "histoire unique" à travers une "Pensée Unique", l'histoire libérale et la pensée libérale.

De ce fait, le libéralisme va prendre en charge l'organisation du monde, ce qui se traduit par la nouvelle disposition des institutions, organisations, structures, mécanismes et règles d'un ordre social désormais à son paroxysme. Dès lors, les normes internationales des droits

⁶Marx (K), *Sur la question juive*, Paris, Édition La Fabrique, 2006, p. 52

⁷ Voir Fukuyama (F), *La fin de l'histoire et le dernier homme*, trad. Denis Armand Canal Paris, Flammarion, 1999

de l'homme sont reléguées au second plan⁸. Le marxisme-léninisme comme alternative de la société viable et valable opposé au capitalisme a disparu de l'horizon du possible aux yeux des larges masses. « L'effacement du marxisme a laissé un grand vide entre la réflexion éthico-politique et l'analyse économique et social que la pensée libérale est bien en mal de combler⁹ ».

La disparition des régimes marxistes-léninistes a eu des conséquences considérables. La chute de ces régimes a représenté à long terme une libération pour le socialisme désormais débarrassé de sa caricature. Elle a, à court et à moyen terme, avec les effets conjugués de cette chute et de l'intégration encore plus poussée au capitalisme, fortement pesé en défaveur du mouvement ouvrier. « Si l'on définit le socialisme comme le régime social qui met fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, la qualification de socialistes des pays communistes était, certes tout à fait usurpée. Mais cette évidence n'a-t-elle pas pour inconvénient d'occulter les liens profonds entre le communisme et l'histoire du mouvement ouvrier ?¹⁰ ».

La chute des régimes bureaucratiques et la crise historique du socialisme ont ouvert une période de reclassements géostratégiques, aboutissant à l'affirmation hégémonique de l'impérialisme américain, et à la restauration du capital à l'échelle internationale. Les rapports de force, pour les travailleurs déjà dégradés, ont subi une nouvelle détérioration néolibérale dans le monde entier avec une agressivité idéologique sans précédent : la mondialisation néolibérale a pu alors prendre toute sa dimension. Elle a « fait naître des contradictions qui viennent s'ajouter à la contradiction de classe fondamentale du mode de production capitaliste qui oppose irréductiblement le capital et le travail¹¹ ».

Toutes les forces progressistes qui opéraient dans le sens de la protection des droits humains ont subi des conséquences négatives de cette crise du projet socialiste. Pour la classe ouvrière, cette crise a signifié un recul considérable de sa conscience, de sa cohésion et son organisation, affaiblissant sa capacité à mener les luttes défensives.

⁸ Est-il besoin de le rappeler qu'au sortir de la seconde guerre mondiale et au plus fort moment de la guerre froide, de nombreux instruments politiques et juridiques subséquents ont pu être systématisés à un degré sans précédent. On peut citer les actes et conventions à caractère général tels que la Déclaration des droits de l'homme de 1948 et les deux pactes relatifs aux droits économiques et culturels de 1966 ainsi que les droits humains fondamentaux comme entre autre, la convention sur le crime de génocide, la convention de Genève sur les réfugiés politiques, la convention sur la discrimination raciale et le crime d'apartheid, la convention sur les droits politiques des femmes, les différentes conventions au travail, la convention de New-York sur la torture etc. L'humanité avait pour souci la nécessité de créer un monde respectueux des droits humains ?

⁹ Perret (B)-Roustang (G), *L'économie contre la société*, Paris, Seuil, 2001, p. 9.

¹⁰ Idem, p. 30

¹¹ Claude (H), *Les multinationales et l'impérialisme*, Paris, Éditions sociales, coll. Notre temps, 1981, p. 18

Fondamentalement, la mondialisation néolibérale actuelle représente une nouvelle méthode d'accumulation capitaliste à laquelle correspond une nouvelle phase impérialiste

qui a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme est devenu impérialisme qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand les caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur. Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste¹².

À la faveur des politiques néolibérales de déréglementation, de libéralisation et de privatisations, cette nouvelle méthode du capital se caractérise par une extension radicale des rapports marchands, aussi bien géographiquement que dans toutes les sphères de la vie sociale, par l'autonomisation et la puissance accrue d'un capital financier parasitaire, par le transfert massif des richesses produites par les travailleurs au profit d'une classe dominante de plus en plus mondialisée, par la concentration sans précédent des moyens de production dans les mains de cette dernière, par la mise en concurrence directe des travailleurs de tous les pays enfin et surtout par l'exigence de la compétitivité comme aune de tout progrès. «La compétitivité sert de prétexte aux excès innombrables commis en son nom, mais tout autant aux dégradations aussi cruelles, encore que moins spectaculaires, des conditions générales de travail et de vie. Elle sert à faire passer ces exploitations pour logiques, indispensables et d'ailleurs favorables, aux yeux mêmes des exploités. Elle n'a d'autre enjeu que le profit, le profit à tout prix¹³».

Cette phase particulière de l'accumulation capitaliste représente une régression. Les politiques néolibérales provoquent une précarisation croissante des travailleurs à travers l'instauration de nouveaux rapports salariaux et de nouvelles formes d'organisation du travail. C'est pourquoi, les multinationales ne peuvent masquer l'aspect le plus difficile à cacher de l'exploitation : l'aggravation de la sécurité de l'emploi dont le développement est directement responsable et dont sont victimes les travailleurs. « N'ayant d'autres buts que la valorisation

¹² Lénine (V), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres complètes, t.23, Paris, Éditions sociales, 1977, P.118

¹³ Ferrester (V), *La dictature du profit* Paris, Fayard, 2000, p. 42

de leur capital, les groupes multinationaux cherchent systématiquement à utiliser la force de travail qui dans l'ensemble du monde capitaliste est moins chère ».

Dans ce contexte, les politiques néolibérales imposées par la bourgeoisie n'ont d'autres buts que de déchirer les tissus en s'attaquant aux solidarités collectives. Les effets de la mondialisation sur l'emploi et la condition salariale sont globalement négatifs. On assiste à une suppression d'emplois extrêmement poussée. À titre d'exemple, nous avons connu « 21000 suppressions d'emplois sur 148000 et la fermeture de cinq usines dans le monde afin de rendre à Nissan sa rentabilité¹⁴».

La concentration et la centralisation du capital correspondent à une fragmentation, à une atomisation du prolétariat. Il ne s'agit pas seulement de morceler le prolétariat pour mieux exploiter sa force de travail mais d'attaquer les droits collectifs qui régulent l'achat et la vente de la force de travail. La contradiction fondamentale propre à tout mode de production basé sur l'exploitation d'une classe par une autre atteint, sous la mondialisation capitaliste des proportions jamais vues par le passé. « La contradiction grandit entre le renforcement de la concentration capitaliste à l'échelle mondiale, qui s'exprime par l'expansion actuelle des groupes multinationaux, et un développement des forces productives¹⁵».

Ainsi les contradictions entre le développement inharmonieux des forces productives, d'une part, illustrées par le caractère ambigu des progrès scientifiques et techniques ou par les crises écologiques majeures et les rapports sociaux de production capitalistes, d'autre part, est telle que la survie de l'humanité est en jeu.

La mondialisation ou la transnationalisation de la production, les mégafusions exacerbent la contradiction spécifique et principale du capitalisme entre la socialisation du processus productif et le caractère privé des moyens de production et d'appropriation du surproduit social. « Le profit est le principe même à partir duquel, autour duquel et au bénéfice duquel opère tout le système actuel, sans qu'il en soit jamais fait état, a fortiori sans que cela soit jamais mis en question. Il ne s'agit plus de faire face à une situation historique en

¹⁴ Idem, p. 121

¹⁵ Claude (H), *Les multinationales et l'impérialisme*, op.cit. p. 109

cours, qu'il active et domine, dont il est le noyau invisible, sacré, mais de faire avec les méthodes qui exploite cette situation à son profit : au profit du profit ¹⁶».

La vérité est que la mondialisation ne peut résoudre de façon satisfaisante le conflit entre l'essor prodigieux des forces productives et la forme capitaliste privée de la propriété qui tend à ralentir, sans pouvoir l'empêcher, la progression de cet essor. « Combien de charrettes de licenciés, de délocalisation des entreprises, de baisse ou de gel de salaires, de réductions d'effectifs, de saccages des conditions de travail, combien de décisions désastreuses et perverses ont prétendu se justifier ainsi ?¹⁷ ».

Tous ces bouleversements échappent aux États dont le droit de veto est dérisoire et qui sont priés de faciliter la tendance à la constitution des monopoles. En conséquence, les États qui sont

chargés dans leur ensemble de veiller officiellement à l'équilibre de la répartition des richesses, ils sont en vérité enjoins de veiller à ce qu'elle demeure telle, c'est-à-dire parfaitement déséquilibrée en sorte que lesdites richesses ne soient pratiquement pas réparties mais se concentrent toujours plus entre les mains d'une caste de plus en plus souveraine et condensée.¹⁸

Nous assistons dans cette mondialisation du capital à la cartellisation hégémonique des entreprises qui supplantent les États et usurpent l'essentiel de leurs pouvoirs politiques et économiques. Autrement dit, les multinationales se donnent les moyens et les règles pour exercer leur domination sur les États.

II-MONDIALISATION ET DÉPOSSESSION DES PÉRÉOGATIVES DES ÉTATS

Les États, loin de trouver une solution aux déséquilibres entraînés par la mondialisation capitaliste, apportent un appui sans précédent à un nombre restreint de grandes multinationales¹⁹. Toutes les activités nationales sont ainsi subordonnées aux intérêts des

¹⁶ Ferrester (V), *La dictature du profit*, op. cit., p.29

¹⁷ Idem, p. 37

¹⁸ Idem, p. 184

¹⁹ La société américaine IBM est l'inventeur de l'expression *multinationale*. Elle a rencontré dans son expansion un obstacle imprévu : opinion publique et gouvernement ont commencé à s'inquiéter de ce que la clef de tout fonctionnement d'installation industrielle importante, et de tout management, de toute recherche, soit détenue par une société étrangère. IBM a pris intelligemment les devants en annonçant que chacune des filiales dans un pays possédait la nationalité de ce pays : IBM-France, par exemple, n'est pas la filiale française d'une société américaine, mais la société française d'un groupe multinational. Voir *L'usine nouvelle*, 18 juin 1970

groupes financiers. Ils relancent la concentration en accélérant le démantèlement du secteur public. Sous le couvert d'un prétendu assainissement des structures, ils s'en prennent aux droits humains.

Nous vivons au sein de politiques en apparence diverses, mais qui toutes répondent d'une politique mondiale assise sur un principe unique et sous-jacent, réputé indiscutable : celui de la priorité plus ou moins clandestine accordée au profit privé, sacré principe contre lequel il est entendu qu'il n'y pas de recours et selon lequel quiconque n'admet pas l'économie de marché comme modèle unique de la société, comme définition même de la démocratie, est un autiste retardataire doublé d'un excité dangereux²⁰.

Cette phase particulière de l'accumulation capitaliste représente une véritable évolution. En effet, l'accumulation ne se réalise plus sur une base strictement territoriale d'une nation particulière à partir de laquelle le capital se projette à l'échelle internationale. L'économie capitaliste n'est plus aujourd'hui simplement internationale, mais bien transnationale, traversant et ignorant les contours géographiques des États bourgeois. Ceci explique l'un des traits spécifiques de la nouvelle phase impérialiste correspondante où la domination sur les territoires importe moins que le contrôle des marchés. « On force les pays en développement à ouvrir leurs marchés aux produits des pays industriels avancés qui eux-mêmes continuent à protéger leurs propres marchés. Ces politiques sont de nature à rendre les riches encore plus riches et les plus pauvres encore plus pauvres²¹».

La mondialisation semble triomphante. Son modèle s'est imposé partout dans le monde sans rencontrer d'obstacles insurmontables. L'idéologie néolibérale est aujourd'hui politiquement hégémonique. Toutefois, loin d'être "heureuse", en donnant un caractère plus que jamais international, elle a

conduit à déposséder l'ensemble du peuple, c'est-à-dire les nations des droits souverains. Une loi non écrite mais codifiée dans la pratique veut que le capitalisme fasse partout loi. Soit qu'il impose une législation qui lui est favorable. Soit qu'il transgresse les lois qui font obstacles à ses intérêts. C'est

²⁰Idem, p. 49

²¹Stiglitz (J.E), *La Grande Désillusion*, op.cit., p. 25

ainsi qu'il parvient à se mettre au-dessus, ou en dehors des lois auxquelles sont assujettis les firmes dont l'activité est circonscrite dans l'espace national²².

L'accumulation du capital ne peut donc plus se faire sur une base nationale devenue trop étroite. Ce découplage croissant entre la sphère économique et politico-nationale qu'induit la mondialisation capitaliste brise la cohésion territoriale des États-nations, qu'elle remodèle profondément. « L'État-nation qui a été le centre nerveux du pouvoir politique et dans une large mesure économique est aujourd'hui pris en tenaille entre les forces de l'économie mondiale et les exigences politiques de dévolution du pouvoir²³ ».

Outre la cohésion territoriale, c'est donc également la cohésion sociale et la légitimité démocratique des États qui est mise à mal par le transfert de certaines de leurs prérogatives politiques et le démantèlement de leur rôle de redistribution des richesses. La crise des États – nations et la politique, qui s'exerce toujours malgré tout sur une base territoriale délimitée, trouve là son origine. Les contestations révèlent la nature foncièrement antidémocratique de l'État capitaliste dont il s'avère que les intérêts particuliers s'opposent aux intérêts de la majorité et par voie de conséquence, à l'expression démocratique réelle et concrète de ces mêmes intérêts. « Les États, malgré la multiplicité variée de leur forme, ont tout ceci en commun, qu'ils reposent sur le sol de la société bourgeoise moderne, plus ou moins développée au point de vue capitaliste. C'est pourquoi, ils ont certains caractères essentiels²⁴ ».

Le processus de démantèlement de l'État et de la dépossession de ses prérogatives économiques, sociales et politiques ne traduit pourtant pas, loin de là un "dépérissement" de l'État. En l'absence d'un État supranational ou mondial, les États-nations restent le principal instrument pour la domination de la classe bourgeoise. Avec la mondialisation capitaliste, on assiste à une dénationalisation qui prend toutes ses dimensions : « l'économie tombe sous le contrôle d'une structure dénationalisée qui raisonne à l'échelle planétaire²⁵ ».

La crise des États-nations n'implique donc pas qu'ils sont désormais réduits à un rôle passif de "victimes". Ces mêmes États sont, au contraire, des participants actifs et des outils décisifs dans les prises de décisions politiques et économiques qui favorisent la

²²Claude (H), *Les multinationales et l'impérialisme*, op.cit. , p. 114

²³ Stiglitz (J.E), *Un autre monde*, Paris, Fayard, 2008, p. 63

²⁴Marx (K), *Critique du programme de Gotha*, Paris, LGF, 2008, p. 141

²⁵Lattès (R), " Rapport sur les sociétés multinationales face aux États-nations", in *Le Monde*, 9 décembre 1973

mondialisation du capital. L'État devient « un système capitaliste transétatique qui agit sans utiliser-ou sans utiliser dans la même mesure qu'auparavant-son instrument ancien : l'État²⁶».

En outre, les États continuent à jouer un rôle clef dans la gestion de la lutte des classes nationales à travers le contrôle social et répressif des travailleurs et des opprimés par la criminalisation des mouvements sociaux. On assiste donc à un processus contradictoire de profonde refonte de l'État bourgeois en vue de l'adapter au mode actuel d'accumulation et d'exploitation capitaliste. « La capacité d'un État à contrôler les actes des particuliers et des entreprises est également limitée par les accords internationaux qui empiètent sur ses droits souverains à prendre des décisions²⁷».

La mondialisation capitaliste s'exerce sur l'État par le caractère absolu de la libre circulation des biens et des services, le *laissez-faire*, le *laissez-passer*, les mécanismes du profit. Cette mondialisation conserve vis-à-vis de l'État la vieille méfiance qui était à la base du libéralisme primitif. Ce qui réduit l'État au simple rôle d'acteur passif.

En conséquence, la mondialisation capitaliste est totalement hégémonique et le pouvoir politique reste accaparé par une oligarchie qui s'en est emparée en s'abritant derrière l'alibi fallacieux de profit et de compétitivité. De ce point de vue, la contradiction capitaliste ne peut s'atténuer mais s'approfondit davantage. Cela est illustré par les crises.

III-LES CRISES MONDIALES ET EXACERBATION DES POLITIQUES NÉOLIBÉRALES

Avec la mondialisation de l'économie, les crises atteignent désormais tous les aspects de la vie. Les crises ne sont pas seulement économiques. Elles affectent tout le domaine social, politique, culturel, idéologique et moral. Elles sont permanentes. Elles ne sont pas de simples crises conjoncturelles. Bien plus, il s'agit de crises du système capitaliste caractérisé par la mondialisation.

En conséquence, les crises ne résultent d'aucune fatalité. Elles trouvent leur origine dans la domination sans partage du grand capital. Les richesses produites sont accaparées et

²⁶ Ziegler (J), *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, Paris, Édition du Seuil, 1976, p. 15

²⁶Stiglitz (J.E), *Un autre monde*, op. cit., p. 63

gaspillées par la féodalité de l'argent. Les crises témoignent de l'inaptitude du système à promouvoir un large essor économique. « L'humanité a traversé des crises, qu'elles aient été religieuses, morales, politiques et économiques. Depuis que le capitalisme a pris le pouvoir, la crise semble même son état naturel²⁸ ».

De plus, les crises financières que connaît le modèle d'accumulation capitaliste actuel vont en se répétant et en s'aggravant sans cesse. Nous avons eu à la crise asiatique, puis mexicaine, russe, brésilienne, turque, argentine et la plus récente, la crise américaine. Celle-ci a montré les limites du capitalisme et l'impossibilité du système à résoudre, à l'étape actuelle de son développement, la contradiction fondamentale qui mine et qui ne fait que porter à un degré supérieur en essayant de la surmonter. « La crise américaine « semble être le signe de la faillite de la mondialisation ou, au contraire, la preuve de la nécessité de l'approfondir; elle signifierait l'urgence d'en finir avec les bureaucraties ou celle de la régulation²⁹ ».

Les contradictions internes à la mondialisation du capital se font jour de façon de plus en plus visibles. Les scandales liés à l'industrialisation capitaliste de l'agriculture et l'imposition des dogmes néolibéraux, la dioxine, la fièvre aphteuse, la fièvre porcine, les désastres écologiques, les marées noires sont provoqués du fait de la course au profit. Les tempêtes sont dues au réchauffement climatique. Et on constate une incapacité des États, en tant que garants des intérêts des multinationales, à se mettre d'accord pour combattre celles-ci. Tous ces faits sont des éléments décisifs en termes d'ébranlement des droits humains. Il est évident que le libéralisme dominant mène l'humanité à la dérive.

Combiné à ces crises répétées, le ralentissement de l'économie indique qu'on assiste à l'essoufflement objectif de ce modèle. L'idéologie du capital financier occulte le fait que sa planification interne se heurte violemment à la marche d'ensemble de l'économie capitaliste mondiale qui demeure anarchique parce qu'elle continue d'être basée sur la propriété individuelle des moyens de production et d'échange. « Une économie anarchique qui se répand et s'incruste par le biais d'un alibi : celui de la compétitivité. Une pseudo-économie basée sur des produits sans réalité qu'elle invente en fonction du jeu spéculatif, lui-même dérivé de tout actif réel, de toute production tangible. Une économie hystérique, inopérante,

²⁸ Attali (J), *La crise et après ?*, Paris, Fayard, 2009, p. 17

²⁹ *Ibidem*

fondée sur du vent, à des années-lumière de la société, et à partir de là de l'économie réelle.³⁰ »

Nous assistons à des crises de toutes sortes, crises cycliques de surproduction, crises financières, crises monétaires qui sont inévitables car c'est le seul moyen pour le système de surmonter temporairement, sans pouvoir jamais la résoudre, la contradiction fondamentale qui oppose en son sein le caractère de plus en plus social de la production et le maintien du caractère privé de l'appropriation capitaliste de cette production. Et ce n'est pas par hasard si la crise américaine de 2008 a été la plus violente des crises de l'après-guerre. « La crise actuelle pourrait accélérer considérablement la prise de conscience de la nécessité de mettre en place, un jour, une socialisation de l'essentiel des fonctions monétaires, instrument de la souveraineté, un égal accès au savoir, une demande mondiale stable, un salaire minimal, un État de droit mondial³¹ ».

Le fait que la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste ne s'atténue pas avec le développement de la mondialisation, mais au contraire s'approfondit, est encore illustré par les plans d'ajustement structurel. Le FMI et la Banque Mondiale engagèrent avec la complicité des sphères dirigeantes des États endettés, des programmes de stabilisation et d'ajustement d'une grande sévérité qui tendaient à obtenir le remboursement de la dette étrangère impliquant une réduction des importations et une augmentation des exportations. Ces programmes systématiques « étaient fondés sur un curieux mélange d'idéologie et de mauvaise économie, un dogme qui parfois dissimulait à peine les intérêts privés³² ».

Ces États durent suivre un ensemble de réformes, toujours semblables, comprenant une diminution importante de l'emprise étatique sur l'économie, mesures qui exigeaient un affaiblissement de la demande intérieure par les mesures d'austérité budgétaire, une diminution de la masse monétaire, une libéralisation des mouvements de capitaux, une compression générale des dépenses publiques, une restriction des salaires et du nombre des fonctionnaires, une plus grande flexibilité dans le marché du travail, un accroissement des impôts indirects, une baisse ou une suppression des subventions aux produits de premières nécessité, une privatisation des entreprises publiques, des systèmes de santé et de retraite.

³⁰ Ferrester (V), *La dictature du profit*, op. cit., p.21

³¹ Attali (J), *La crise et après ?*, op. cit., p. 16

³² Stiglitz (J.E), *La Grande Désillusion*, op.cit., p. 23

Ces programmes, dont certains aspects s'imposaient en raison de l'endettement ont été poursuivis sans égard pour les circonstances sociales des États concernés. Ils ont miné les conditions de développement en contraignant les États à restreindre leurs dépenses de santé et d'éducation. Au total, les politiques puisqu'elles suscitaient une augmentation du chômage, une baisse du pouvoir d'achat de la grande masse de la population, un affaiblissement des systèmes éducatifs et de santé ont eu des effets catastrophiques. « Les politiques d'ajustement structurel, les mesures censées aider un pays à s'ajuster face à des crises et des déséquilibres chroniques ont provoqué dans de nombreux cas des famines et des émeutes³³».

Comme partout elle a aggravé la polarisation entre les riches et les pauvres. En fait, comme bien d'autres États, les États africains n'ont cessé d'assumer des politiques d'ajustement structurel recommandées par les institutions de Bretton Woods sans qu'il soit possible de tirer un bilan clair de cet effet de libéralisation. Dans ces conditions, les interventions du FMI, toujours liées à de nouvelles mesures d'austérité, ne parviennent pas à rassurer les investisseurs, encore moins à endiguer la fuite des capitaux. Les politiques d'ajustement structurel sont des preuves de la faillite des mesures technocratiques d'inspiration néolibérale défendues par le FMI. « Trop souvent, la conditionnalité n'a assuré ni un bon usage des financements, ni des changements d'orientation sensés, profonds et durables. Elle a même été contre-productive soit parce que les mesures n'étaient pas adaptées au pays, soit parce que la façon dont on les a imposées a suscité l'hostilité à la réforme. Le plan du FMI a laissé le pays tout aussi pauvre, mais accablé davantage de dette³⁴».

Le bilan humain de l'ensemble de ces politiques est littéralement dramatique. Les enjeux sont colossaux devant l'ampleur de la situation, la Banque mondiale, le FMI et les gouvernements qui déterminent leur politique et ceux de la périphérie qui s'en font les complices sont redevables devant les populations qui souffrent quotidiennement. « Une société duelle naît. Elle est caractérisée par la coexistence conflictuelle au sein d'une même nation, deux sociétés antagonistes : une société minoritaire à consommation intense, dominant une autre société regroupant la majorité du peuple et privée de biens essentiels d'aliments en suffisance, de soin, d'éducation³⁵».

Au total, les programmes d'ajustements structurels ont été provoqués principalement par les politiques néolibérales. En conséquence, les institutions financières ébranlent les droits

³³ Idem, p.24

³⁴ Idem, p. 46

³⁵ Ziegler (J), *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, op. cit. , p. 25

humains fondamentaux en foulant aux pieds la Déclaration universelle des droits de l'homme et le pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels. Malgré le désarroi des peuples de la périphérie, les institutions ont toujours entretenu l'illusion avec des projections optimistes que la situation allait s'améliorer³⁶.

Conclusion

En définitive, il est important d'intensifier les luttes contre la logique économiste de la mondialisation qui réduit l'homme au statut d'un auxiliaire facultatif de la libre circulation des capitaux et des marchandises, du marché et de recherche des profits maximums dans les délais minimums pour une minorité au dépens de la majorité.

La mondialisation capitaliste ne doit pas avoir pour but d'exclure telle ou telle partie de la population mondiale en prétextant tels aspects de sa caractéristique, mais elle doit plutôt promouvoir les droits humains qui sont fondamentaux et inhérents à tout individu. L'homme doit, réellement, être la finalité et la mesure de l'économie tout comme les progrès scientifiques et technologiques, et de toute politique digne de ce nom. Autrement dit, les effets de la mondialisation, en termes de misère, d'épidémie couteuse en vies humaines, d'explosions, de conflits et de déplacements de plus en plus accrus des populations ne feront que s'amplifier et menacer les équilibres de toutes les sociétés de la planète.

³⁶ Les prévisions de la Banque mondiale sont aussi hasardeuses, fausses en ce qui concerne les revenus d'exploitation censés venir à la recoupe de l'endettement. Les prédictions de 1981 sur les prix des matières premières en Afrique pour 1990 comprennent un taux d'erreur de 62% pour les minéraux et les métaux, de 156% pour le pétrole, de 180% pour les graisses et huiles, de 103% pour les boissons, de 60% pour les bois, de 97% pour les produits agricoles non alimentaires. Or, la Banque mondiale pouvait parfaitement prévoir que les pays de la périphérie en s'efforçant tous en même temps d'exporter un maximum de leur produits pour faire face à leurs obligations de remboursement, les prix des produits exportés baisseraient. Plus grave, c'est l'attitude du FMI. Dans son rapport sur les pays les moins avancés rédigé en 2000 par la CNUCED, on mentionne une étude interne du FMI selon laquelle celui-ci a négocié avec la Zambie en 1983 un accord fondé sur une hypothèse complètement fantaisiste. Selon l'accord proposé par le FMI, le prix du cuivre exporté par la Zambie devait augmenter de 45% en quatre ans. Cette augmentation permettrait à la Zambie d'éponger sa dette vis-à-vis de ces créanciers. En réalité, le prix du cuivre a baissé d'environ 12%, si bien que ce pays moins avancé d'Afrique s'est retrouvé avec un fardeau de dette encore plus lourd qu'avait l'accord avec le FMI. En 1991, la Banque mondiale récidive dans l'erreur. Son département de l'économie internationale continue à établir des projections optimistes qui en deux ans à peine, se relevèrent également bas : l'écart était de 47% pour le café, de 56% pour le cacao, 74% pour le sucre, 35% pour le caoutchouc, 52% pour le plomb, etc. Pour la décennie des années 1990, les responsables des prévisions prétendaient que la tendance des prix des matières premières serait à la hausse et que le produit national brut des pays en développement croîtrait des plus de 5% par an entre 1992 et 2002. En réalité, c'est la tendance inverse qui s'est manifestée en ce qui concerne les matières premières (diminution de 30% entre 1996 et 1999). Quant au taux de croissance du PNB des pays en développement, il a été de 3,2% en 1998 et de 3,8% en 1999.

La lutte contre le libéralisme exige des pouvoirs publics une grande implication dans les domaines socio-économiques. Cette lutte doit développer les services garantissant à toutes les populations quelles qu'en soient les origines, les fidélités et les attaches culturelles, des droits qui libèrent du poids des traditions et des hiérarchies séculaires de leur communauté. Pour cela, les services publics ne doivent pas être réduits à des services minimums destinés à réduire les risques d'explosions sociales et à soulager les peines des exclus de l'économie de marché. Ils doivent également favoriser le ménage des populations pour éviter les ghettos, les replis identitaires et la marginalisation.

La mondialisation, dans cette perspective, offre le meilleur moyen pour prévenir les crispations identitaires, combattre la xénophobie et barrer la route aux marchands d'illusions qui jouent sur les frustrations pour dresser les populations les unes contre les autres au nom des idéologies de la haine et de l'exclusion.

Le développement des solidarités garanties par les services publics, au niveau de chaque société, doit être envisagé dans un développement "global", "endogène", "intégré" et "durable", selon les termes de François Perroux afin qu'il puisse contribuer à "l'accomplissement de la solidarité des peuples dans le monde, des hommes dans chaque nation et des générations à travers le temps" pour reprendre l'expression de René Passet dans son œuvre *L'Éloge du mondialisme*³⁷.

Au total, la mondialisation ne consiste pas à exclure telle ou telle partie de la population en prétextant des aspects rétrogrades de son économie mais de promouvoir les droits humains en essayant de faire profiter et de faire gagner le plus grand nombre.

³⁷ Passet (R), *L'Éloge du mondialisme*, Paris, Grasset, 2005

BIBLIOGRAPHIE

Amin (S), *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'harmattan, 1999.

Attali (J), *La crise et après ?*, Paris, Fayard, 2009.

Suzanne Berger (S), *Notre première mondialisation, leçons d'un échec oublié*, Paris, Seuil, 2003.

Claude (H), *Les multinationales et l'impérialisme*, Paris, Éditions Sociales, coll. Notre temps, 1981.

Cohery (D), *La mondialisation et ses ennemis*, Paris, Grasset 2004.

De Senarclens (P), *La crise des Nations Unies*, PUF, 1988

-----*Mondialisation, souveraineté et théories des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1988.

-----*Maitriser la mondialisation, la régulation sociale internationale*, Presses de Sciences po, 2000.

-----*Critiques de la mondialisation*, Presses po. 2000

-----*Souveraineté et mondialisation, les mondialisations*, Paris, l'Harmattan, 2001.

Di Méo (C), *La face cachée de la décroissance. La décroissance: une réelle solution face à la crise écologique*, Paris, L'Harmattan, 2006

Dockès-Rosier, *L'Histoire ambiguë, croissance et développement en question*, Paris, PUF, 1988

Ellul (J), *Le système technicien*, Paris, Calmann-Lévy, 1977

Engels (F), *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Éditions Sociales, 1974

Anti-Dühring, Editions Sociales, 1950

Ferrester (V), *La dictature du profit* Paris, Fayard, 2000

Fukuyama (F), *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1999, trad. Denis Armand Canal

Lénine (V), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres complètes, t.23, Paris, Éditions sociales, 1977

Luxembourg (R), *L'Accumulation du capital (II), Contribution à l'explication économique de l'impérialisme*, Paris, Maspero, 1969

Marx (K), *Sur la question juive*, Paris, Édition La Fabrique, 2006

Contribution à la critique de l'économie politique, Paris, Éditions sociales, 1977

Critique du programme de Gotha, Paris, LGF, 2008

Le Capital, Paris, trad. J. Roy Garnier-Flammarion, 1969

Partant (F), *La fin du développement, naissance d'une alternative ?*, Paris, Livre de Poche, 1982

Que la crise s'aggrave, Paris, Parangon, 2002

Polanyi (K), *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983

Perret (B)-Roustang (G), *L'économie contre la société*, Paris, Seuil, 2001,

Stiglitz (J.E), *La Grande désillusion*, trad. Paul Chemla, Paris, Fayard, 2002,

Stiglitz (J.E), *Un autre monde*, trad. Paul Chemla, Paris, Fayard, 2008,

Articles

Benton (T), “Marxisme et limites naturelles” *Actuel Marx/Confrontations*, PUF, 2003

De Senarclens (P), “*Les organisations internationales aux défis de la mondialisation*” in

Revue des sciences sociales 2001

-----“La mondialisation et les droits de l’homme, une perspective politique”, in
Commerce mondiale et de protection des droits de l’homme, Bruxelles, 2001.

Esteva (G), “Les ruines du développement,” Montréal, *Écosociété*, 1996

-----“Au-delà du développement” in *Ecologiste*, n° 6, 2001

Friot (B), “Pour un imaginaire communiste du salaire” in *Temps Modernes*, n° 607, janv-fev

2000

Hirata-Le Doaré, “ Les paradoxes de la mondialisation” in *Cahiers du Gedisst*, n°21, 1998

Treillet (S), “La régression du salariat : mythe ou réalité ? Le cas des pays de la périphérie”,
“Le Triangle infernal, crise mondialisation, financiarisation” in *Actuel/Confrontation*, PUF,
1999.

Ziegler (J), *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, Paris, Édition du Seuil, 1976